Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 34 (1997)
Heft: 1285

Artikel: La Suisse qui rit, la Suisse qui pleure
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1014969

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Domaine Public
DP
JAA 1002 Lausanne
23 janvier 1997 – nº 1285
Hebdomadaire romand
Trente-quatrième année

La Suisse qui rit, la Suisse qui pleure

LA SUISSE QUI rit. Celle des entreprises cotées en bourse qui ont distribué 8 milliards de dividendes l'an passé et celle des actionnaires qui en ont bénéficié. Huit milliards, c'est deux fois plus qu'il y a dix ans, presque le quadruple par rapport à 1982. Celle des fleurons de l'économie helvétique – chimie, banques, assurances – qui renforcent leur position sur le marché mondial et dégagent de respectables profits malgré la conjoncture morose. Car c'est bien grâce à la bonne marche de ses affaires sur le marché mondial que la Suisse peut rire.

La Suisse qui pleure. Celle des chômeurs dont le taux vient d'atteindre un nouveau record, très provisoire selon les prévisions. Celle des salariés dont le revenu disponible stagne voire recule. Celle des travailleurs et des travailleuses qui ne peuvent plus vivre de leur seul salaire et doivent recourir à l'aide sociale. Celle des collectivités publiques, rongées par les déficits budgétaires et qui réduisent leurs dépenses au moment même où croît le nombre des plus démunis.

Entre les rires et les pleurs, le lien est étroit. Le bonheur des uns – efficacité économique et rentabilité accrues – doit pour beaucoup aux restructurations, aux rationalisations, donc en partie aux suppressions d'emplois et à une politique salariale marquée au sceau de l'austérité. L'efficacité économique n'est plus garante de l'efficacité sociale. D'où le malheur des autres. En l'absence de croissance, nous découvrons que tout le monde ne peut être gagnant. Comme le rappelle l'économiste saint-gallois Mathias Binswanger (*Die Weltwoche*, 16 janvier 1997), l'économie devient un jeu à somme nulle: ce que gagnent les uns est perdu pour les autres.

D'où l'espoir mis de tous côtés dans un retour de la croissance, ce lubrifiant qu'on croit indispensable aux sociétés modernes. Pour les libéraux, il suffit de desserrer l'étau légal et réglementaire et de réduire la pression fiscale pour que la machine redémarre. A gauche et même au centre, Keynes est appelé à la rescousse: à l'Etat de forcer sur la dépense et d'initier des grands travaux pour amorcer la relance.

Ces deux modèles sont loin de convaincre. Le dynamisme économique des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne se paie au prix fort de l'injustice et de l'instabilité sociales. Quant au volontarisme keynésien et aux investissements dans les infrastructures, on voit mal en quoi ils peuvent favoriser l'adaptation de nos structures économiques à une société de l'information.

En réalité, croissance revenue ou non, nous manquent aujourd'hui, parce que le travail se fait moins abondant, des mécanismes garantissant une plus juste distribution de la richesse produite entre les salariés et les actionnaires. Le marché du travail où les demandeurs d'emploi sont en surnombre ne permet plus cet ajustement. Les détenteurs du capital en profitent pour rafler la mise. Mais cette évolution n'est pas fatale. Pour la contrer, il faut un projet concret et la volonté politique de le réaliser. Dès lors, pourquoi ne pas réactualiser la vieille idée de l'épargne négociée que *Domaine public* développait il y a bientôt trente ans. L'idée est simple: il s'agit de faire profiter les salariés de la plus-value créée par les entreprises, cette plus-value qui se traduit par la hausse du cours des actions. Concrètement, nous préconisions un fonds syndical de placement au niveau national, chargé de gérer ces nouveaux droits de propriété des travailleurs.

En réalité, croissance revenue ou non, nous manquent aujourd'hui des mécanismes garantissant une plus juste distribution de la richesse

Par l'intermédiaire de ce fonds, les salariés ne se verraient pas seulement garantir une juste part de la richesse qu'ils contribuent à produire. Ils acquerraient un droit de regard sur la marche des entreprises, le droit de participer à la grande négociation qui détermine la place respective du travail et du capital. Une négociation dont ils sont aujourd'hui exclus. JD